

# Analyse Turquie-Moyen-Orient : Le glissement géopolitique de la Turquie inquiète Israël

mercredi 11 novembre 2009, par [Laurent Zecchini](#)

## Analyse

Avec le temps et la récurrence des résolutions des Nations unies, Israël s'est fait une raison. La dernière en date, qui entérine les conclusions du rapport Goldstone sur les « crimes de guerre » commis lors de la guerre de Gaza de l'hiver 2008, ne fait pas exception à la règle. Mais Israël commence à mesurer que les dégâts diplomatiques causés par son offensive militaire contre le sanctuaire du Hamas, et son intransigeance dans le processus de paix israélo-palestinien, ont fait une victime collatérale : sa relation spéciale, si précieuse, avec la Turquie.

L'annulation, début octobre, par Ankara de la participation d'Israël aux manœuvres aériennes « Aigle anatolien », était le signe d'un malaise plus profond. Ce qui se déroule au Moyen-Orient sur le plan géostratégique s'apparente au phénomène de la tectonique des plaques. Dans ce « grand jeu » régional qui voit la Turquie se rapprocher de ses voisins musulmans, Israël n'a guère d'atouts en main.

Or l'Etat juif, eu égard à son isolement régional, doit cultiver son allié turc. D'autant qu'avec l'Egypte et la Jordanie, il entretient une paix froide. Depuis l'époque ottomane, lorsque la Sublime Porte protégeait les juifs, l'histoire des relations israélo-turques est dépourvue de graves contentieux bilatéraux. Dans la période récente, Israël a mis au service d'Ankara le crédit dont il dispose traditionnellement à Washington.

Non seulement l'Etat juif s'est gardé de condamner le génocide arménien de 1915, mais il a oeuvré pour que le Congrès américain fasse de même. Lorsque les deux pays signent un accord de coopération militaire, en 1996, la Turquie a des relations difficiles avec six de ses voisins. Israël, Etat militarisé qui se vit entouré d'ennemis, a bien de points communs avec une Turquie où l'Etat dans l'Etat, l'armée, supplante la société civile.

La Turquie a bénéficié de la coopération militaire israélienne, notamment dans sa lutte contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). En échange, les avions de chasse de Tsahal s'entraînent chaque année sur la base aérienne de Konya, en Anatolie. Enfin, sans le dire, la Turquie n'est pas mécontente qu'Israël joue le rôle du bad cop (méchant flic) vis-à-vis de l'Iran, dont les efforts pour se doter de l'arme nucléaire l'inquiètent.

Deux facteurs vont changer cette donne : l'émergence en Turquie du parti islamiste AKP, en 2002, et l'invasion américaine de l'Irak en 2003, qui a mis à rude épreuve les relations américano-turques. La Turquie s'est peu à peu débarrassée du corset américain, a revitalisé ses racines musulmanes et ottomanes, s'est fortifiée grâce à sa croissance économique, et a décidé, enfin, de transformer les frustrations de sa candidature à l'Union européenne en appétits de puissance moyen-orientale.

Elle s'est rapprochée de la Syrie, de l'Iran, de l'Irak et de l'Arabie saoudite, notamment sur le plan commercial, et s'est faite le champion de la médiation tous azimuts. Israël a été pris de court par cette Turquie vibrionnante. D'abord parce qu'Ankara n'a plus besoin des bons offices israéliens à Washington. Ensuite parce qu'Israël a sous-estimé la charge émotionnelle de la question palestinienne à Ankara. La relation privilégiée israélo-turque était admissible tant que l'espoir des accords d'Oslo de 1993 perdurait.

La seconde Intifada, en 2000, et surtout la guerre de Gaza rendent le partenariat israélien plus encombrant, a fortiori pour une Turquie qui entend nouer un partenariat stratégique avec la Syrie, qui accueille, à Ankara, les présidents iranien et soudanais, Mahmoud Ahmadinejad et Omar Al-Bachir, ainsi

que le chef politique du Hamas, Khaled Meschaal. « Les pilotes israéliens qui lâchent des bombes sur les enfants de Gaza sont entraînés en Turquie », a souligné l'opposition turque.

Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a souligné benoîtement que son pays ne fait que « normaliser » sa politique étrangère, mais Israël s'inquiète. La Turquie donne des gages de bonne volonté, offrant de relancer sa médiation entre Israël et la Syrie. Or, ce n'est pas le récent arraisonnement du cargo Francop, bourré d'armes à destination de la Syrie, et sans doute du Hezbollah, qui va établir un climat de confiance avec Damas.

Benjamin Nétanyahou réclame dorénavant des « négociations directes » avec la Syrie, mais c'est un trompe-l'oeil. M. Nétanyahou sait que Bachar Al-Assad prendrait un risque politique important en négociant directement avec l'« ennemi sioniste ». Israël semble davantage intéressé par le « processus » de paix avec la Syrie, que par la paix elle-même, dont le prix à payer est connu : la restitution du plateau du Golan. La perspective d'un Moyen-Orient où les ennemis arabes et musulmans d'hier deviennent des alliés stratégiques n'est pas de bon augure pour Israël.

Sa relation privilégiée avec Ankara perd de sa substance à mesure qu'elle devient asymétrique : la Turquie ambitionne de devenir un soft power dans la région, alors que l'Etat juif croit toujours aux vertus de la diplomatie de la force. Les relations bilatérales peuvent s'améliorer, mais Ankara y met désormais une condition : que les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie puissent renouer avec l'espoir de la paix. Des deux partenaires, c'est Israël qui a le plus à perdre : il n'a qu'un seul allié musulman au Moyen-Orient.

Courriel : [lzecchini@lemonde.fr](mailto:lzecchini@lemonde.fr).

Laurent Zecchini (Correspondant à Jérusalem)

---

## Sources

Source : Le Monde, le 11.11.09